# **Glossaire**

# **Edition 2021**

**NOUVELLES DEFINITIONS**

**PROPOSEES PAR CETTE EDITION :**

Abattement, frais de déplacement temporaire, proratisation, segmentation, incompatibilités

* Ce document a vocation à définir les termes utilisés dans le Référentiel de PAYE (RDP). Ces définitions sont de nature différente : réglementaire, métier, outil (INGRES).
* Ce glossaire permet une meilleure lisibilité et facilite la compréhension des fiches RDP et des séquences indemnitaires du chatbot Rebecca.



**Répertoire**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| [A](#_A) | [B](#_Barême_:) | [C](#_C) | [D](#_D) | [E](#_E) | [F](#_F) | G | H | [I](#_I) | J | K | L | [M](#_M) |
| N | O | [P](#_P) | Q | [R](#_R) | [S](#_S) | T | U | [V](#_V) | W | X | Y | Z |

 Pour accéder à la page du répertoire, cliquez sur la lettre à l’aide du ctrl + clic de la souris



**Aide à la lecture**



Cette icône souligne une remarque importante et/ou supplémentaire à une définition



Cette icône mentionne la traduction dans INGRES



Par bouton ctrl + clic gauche de la souris sur cette icône, vous accédez au répertoire du glossaire

[](#_Glossaire)

# A

### Abattement

Un abattement est une déduction appliquée à un montant donné. L’abattement sur la rémunération [correspond](https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/correspondre/) à l’impact des positions et des congés/absences sur la rémunération, autrement dit à la déduction appliquée sur le montant de la rémunération en fonction d’une position ou d’un congé/absence. Cette déduction peut être forfaitaire ou en pourcentage.

* Exemples :

- le traitement est réduit de 50% pendant le congé de maladie ordinaire à demi traitement avec maintien des primes dans les mêmes conditions que le traitement.

- les primes ne sont pas versées pendant le congé de longue maladie.

### Allocation

L'allocation est une prestation en argent ou en nature versée à un bénéficiaire, désigné comme allocataire, pour compenser une perte (allocations de [chômage](https://www.jobintree.com/dictionnaire/definition-chomage-245.html)), tenir compte d´une charge (allocations familiales) ou faciliter une transition (allocations de conversion).

### Attribution individuelle

Certaines indemnités sont modulées pour tenir compte de la manière de servir de l’agent dans l’exercice de ses fonctions.

Lorsque la manière de servir de l’agent a un impact sur le montant de l’indemnité versé à l’agent : dans INGRES, la rubrique ‘’Attribution individuelle’’ est renseignée à ‘’Oui ‘’.

 À ne pas confondre avec le calcul de l’indemnité par corps, grade qui ne rentre pas dans ce cadre : dans INGRES, la rubrique Attribution individuelle est renseignée à ‘’Non’’.

### Avantage en nature

L’employeur peut fournir à ses personnels un bien ou un service (nourriture, logement, véhicule). Cette mise à disposition peut être gratuite ou moyennant une participation de l’agent inférieure à sa valeur réelle.

Les avantages en nature permettent aux agents de faire l’économie de frais qu’ils auraient dû normalement supporter. Ils sont soumis à cotisations.

L’avantage en nature doit figurer sur le bulletin de paie, au niveau du salaire brut pour être soumis à cotisations. Après détermination du salaire net imposable, il sera déduit du salaire net à verser au salarié.

[](#_Glossaire)

# A

Si, pour bénéficier de l’avantage en nature, l’agent participe financièrement à l’acquisition du bien ou du service, le montant de cette participation est réduit du montant de l’avantage en nature.

[](#_Glossaire)

# **B**

### Barême

Un barème contient des données en entrée (corps, grade, fonction...) et en sortie (montant horaire, mensuel, annuel, taux...) nécessaires au calcul de l’indemnité.

Un barème est spécifique à une fiche.

* Un **barème simple** est un tableau visible dans Ingres et dans l’édition de la fiche (dans Modalités de liquidation).
* Un **barème complexe** est un tableau Excel annexé à l’édition.

Dans INGRES, le barème correspond au barème réglementaire issu des textes juridiques. Les barèmes de gestion propres aux ministères ne sont pas décrits dans les fiches RDP.

[](#_Glossaire)

# **C**

### Chapitre

Un chapitre regroupe les fiches des grandes familles de règles de paye : statutaire, NBI, indemnitaire, cotisation-contribution-fiscalité, prestation, retenues et oppositions contentieuses, rémunération des personnels affectés à l’étranger.

### Conditions d’exclusion

Ce sont les conditions d’inéligibilité à la prime.

[](#_Glossaire)

# D

### Date d’abrogation

Date à laquelle l’indemnité ne doit plus être payée, suite à l’abrogation du texte fondateur ou d’un ou plusieurs articles.

### Date d’entrée en vigueur

Date de création de l’indemnité prévue par le texte d’origine : elle correspond à la date de début de validité juridique.

### Date pivot

 Dans INGRES, la date pivot est renseignée dans le champ « Date de validité » de la fiche. Cette date est fixée en concertation avec chaque ministère, au démarrage des travaux avec RDP.

La description réglementaire de la fiche RDP correspond à celle en vigueur à la « Date pivot’’.

Les évolutions juridiques antérieures à cette date ne sont pas retracées.

Les évolutions juridiques postérieures à la date pivot sont tracées par une montée de version de la fiche avec une date de début de validité qui correspondra à la date d'entrée en vigueur du texte portant cette évolution.

* Exemple :

La date d’entrée en vigueur de l’indemnité 201420 - Jour(s) ARTT non pris \_ catégorie A et assimilés - est fixée au 01/05/2002.

La date pivot est fixée au 01/09/2017. La description réglementaire correspondra à celle en vigueur au 01/09/2017. Les versions antérieures à cette date ne sont pas décrites.

[](#_Glossaire)

# D

### Déclinaison

Lorsque les spécificités d’une indemnité ou d’une prime ne peuvent pas être décrites dans une même fiche, celle-ci est déclinée en une ou plusieurs fiches RDP dans INGRES (Code BJ + A, B, C, …).

La déclinaison doit rester exceptionnelle.

La déclinaison est créée uniquement si une ou des composantes de la fiche d’origine sont différentes : conditions d’éligibilité, références textes, populations, modalités de liquidation, etc.

* Exemple :

Fiche RDP 200730 - Complément exceptionnel ou spécifique de restructuration en faveur de certains agents du ministère de la défense :

- 1 fiche 200730-A concernant les populations des titulaires et contractuels

- 1 fiche 200730-B concernant les ouvriers d’État

[](#_Glossaire)

# E

ELEVE

L’élève est un agent qui a été recruté pour être titularisé dans le grade d’un corps de fonctionnaire mais qui préalablement à sa nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire doit suivre une période de scolarité obligatoire. Il n’est pas encore nommé dans un emploi permanent de l’État ou d’un de ses établissements publics et n’effectue pas les fonctions afférentes au grade auquel il aura vocation à accéder.

L’élève peut également être en position de détachement dans son corps ou cadre d’emplois d’origine.

Voir aussi la définition « Stagiaire ».

[](#_Glossaire)

# F

FRAIS DE DEPLACEMENTS TEMPORAIRES

* Définitions selon l’article 2 du Décret 2006-781 :

1/ **Agent en mission** : agent en service, muni d'un ordre de mission pour une durée totale qui ne peut excéder douze mois, qui se déplace, pour l'exécution du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale ;

2/ **Agent en tournée** : agent en poste à l'étranger et qui effectue un déplacement de service à l'intérieur du pays de sa résidence administrative ou à l'intérieur de sa zone de compétence ;

3/ **Agent assurant un intérim** : agent qui se déplace pour occuper un poste temporairement vacant, situé hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale ;

4/ **Agent en stage** : agent qui suit une action de formation statutaire préalable à la titularisation ou qui se déplace, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, pour suivre une action, organisée par ou à l'initiative de l'administration, de formation statutaire ou de formation continue en vue de la formation professionnelle tout au long de la vie des personnels de l'État ;

5/ **Personne participant à un organisme consultatif** ou qui intervient pour le compte des services et établissements : personne qui se déplace pour participer aux commissions, conseils, comités et autres organismes consultatifs dont les frais de fonctionnement sont payés sur fonds publics ou pour apporter son concours aux services et établissements mentionnés à l'article 1er;

6/ **Résidence administrative** : territoire de la commune sur lequel se situe le service où l'agent est affecté ou l'école où il effectue sa scolarité. Lorsqu'il est fait mention de la résidence de l'agent, sans autre précision, cette résidence est sa résidence administrative ;

NB : ne pas confondre la résidence administrative avec les concepts d’« affectation administrative » et d’« affectation opérationnelle » du Noyau RH FPE. L’affectation administrative désigne l’unité structurelle dans laquelle l’agent est juridiquement affecté et l’affectation opérationnelle désigne le poste exact occupé par l’agent et par conséquent son lieu de travail. (cf. Thème 19 Affectation du Dictionnaire des concepts à consulter dans Pissarho).

7/ **Résidence familiale** : territoire de la commune sur lequel se situe le domicile de l'agent ;

8/ Constituant **une seule et même commune** : toute commune et les communes limitrophes, desservies par des moyens de transports publics de voyageurs ;

[](#_Glossaire)

# F

Toutefois, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, un arrêté ministériel ou une délibération du conseil d'administration de l'établissement peut déroger à l'application du 8 ci-dessus ;

9/ **Outre-mer** : départements d'outre-mer, collectivités d'outre-mer, ainsi que la Nouvelle-Calédonie et les Terres australes et antarctiques françaises.

[](#_Glossaire)

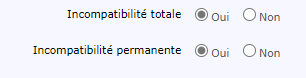
# I

### Incompatibilité

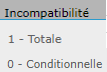
Des indemnités sont incompatibles lorsque la réglementation prévoit que leur cumul par l’agent est impossible, soit sur une période donnée, soit sur l’ensemble de la carrière de l’agent, ou parce qu’elles sont de même nature.

**Les incompatibilités peuvent être totales ou conditionnelles, permanentes ou non permanentes.**

Les types d’incompatibilités (totale, permanente) de la matrice des incompatibilités et ceux (totale, conditionnelle) de la fiche RDP sont couplés à des indicateurs dans INGRES, mais ne sont pas tous repris dans l’édition de la fiche RDP et le Chatbot.

❖ **Indicateurs renseignés dans la matrice des incompatibilités :** ‘’Oui’’ ou ‘’Non’’ pour préciser respectivement si l’incompatibilité est totale ou permanente.

🗎 **Indicateurs renseignés dans la rubrique des incompatibilités de la fiche RDP :** « 1 » lorsque l’incompatibilité est totale, « 0 » lorsqu’elle est conditionnelle (différente de totale). Le type ‘’permanente ‘’ ne figure pas dans la fiche RDP.



**Totale** : les 2 indemnités (codes BJ) sont systématiquement incompatibles : l’indicateur est « Oui » ❖ et « 1 » 🗎.

Exemple : si un agent perçoit l’Indemnité d'administration et de technicité » (IAT) code 200674, il ne peut pas percevoir pour la même période l’« Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés » (IFTS) code 200676. L’indicateur est « Oui » ❖ et « 1 » 🗎.

Un agent qui perçoit l’IAT peut devenir éligible, suite à une augmentation d’indice, à l’IFTS et la percevoir consécutivement à l’IAT (200674 de janvier à mai 2020, puis 200676 à compter de juin 2020).

* **Conditionnelle**: les 2 indemnités (code BJ) sont incompatibles mais peuvent parfois être cumulées sous certaines conditions (période d’attribution distincte, exercer des

[](#_Glossaire)

# I

fonctions précises) : l’indicateur est ‘’0’’ 🗎 dans la fiche RDP. Dans ce cas, les conditions de cumul sont indiquées dans la zone ‘’Commentaires’’ de la fiche RDP. Cette information ne figure pas dans la matrice des incompatibilités.

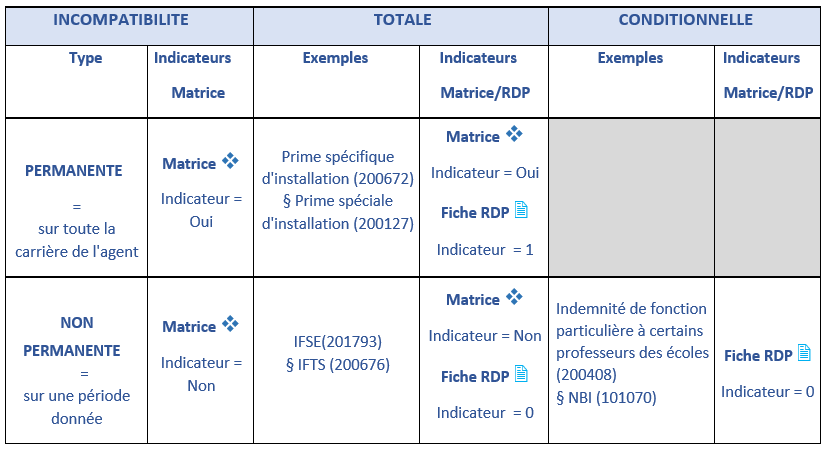
* Exemples :

- l’indemnité « Heures supplémentaires des ouvriers d'Etat du ministère de la Défense (1er taux) » code 201060 et l’indemnité « Heures supplémentaires des ouvriers d'Etat du ministère de la Défense (2ème taux) » code 201061 ne peuvent pas se cumuler. L’indicateur est ‘’0’’ 🗎 dans la fiche RDP. L’incompatibilité porte uniquement au titre de la même heure travaillée : chaque heure est rémunérée soit au 1er soit au 2e taux.

- l’indemnité de fonction particulière versée à certains professeurs des écoles code 200408, est incompatible avec les fonctions donnant lieu au versement de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) code 101070 à l'exception des fonctions de directeur d'école. L’indicateur est ‘’0’’ 🗎 dans la fiche RDP.

* **Permanente :** les 2 indemnités sont systématiquement et rigoureusement incompatibles : l’indicateur est ‘’Oui’’ ❖ dans la matrice (cette information ne figure pas dans la fiche RDP).

Si un agent a perçu la « prime spéciale d’installation » code 200127, il ne pourra jamais percevoir la « Prime spécifique d'installation » code 200672 durant le reste de sa carrière.



[](#_Glossaire)

# I

### Indemnité

Rétribution ou compensation pécuniaire d’une fonction temporaire, de frais ou d’une situation particuliers : indemnité de départ, de fin d'emploi ou de cessation d'emploi.

* Exemples :

Fiche 201494 indemnité de départ volontaire (IDV);

Fiche 200284 indemnité de formation (pour les formateurs).



Voir aussi la définition prime. À noter qu’avec le temps, ces 2 notions bien que distinctes, ont tendance à être utilisées indifféremment.

[](#_Glossaire)

# M

### Modalité de liquidation

La modalité de liquidation, dans la fiche RDP, correspond aux éléments réglementaires à prendre en compte dans la liquidation de l’indemnité (décret, arrêté…).

### Modalité de revalorisation

Le montant des primes et indemnités peut être augmenté c’est à dire revalorisé.

La revalorisation peut être effectuée via la publication d’un texte (décret, arrêté) fixant le nouveau montant de la prime ou de l’indemnité.

Si ce montant est calculé sur la base du point d’indice fonction publique, alors il sera recalculé à chaque évolution du point d’indice de la fonction publique.

[](#_Glossaire)

# P

### Population

Les agents de la fonction publique d’Etat sont classés en 5 typologies : Titulaire / Stagiaire / Non titulaire / Militaire /Ouvrier de l’Etat qui correspondent aux 5 **Populations générales.**

Dans INGRES, chaque typologie est associée à un code : Titulaire P0001 / Stagiaire P0004/ non titulaire P0003/ militaire P0002 /ouvrier de l’Etat P0005

** Une population particulière** est une composante d’une population générale.

Dans INGRES, ce sont les populations prévues dans les textes règlementaires qui respectent les conditions requises pour bénéficier de l’indemnité.

Exemple :

La population générale « Titulaire » P0001 comprend notamment la population particulière « Magistrats « (P0007),

La population particulière ‘’Magistrat‘’ (P0007) est une composante de la population générale « Titulaires » P0001.

**Population particulière exclue**

C’est une population particulière qui n’est pas éligible à une indemnité*,* bien qu’étant une composante d’une population générale éligible à cette même indemnité.

La population exclue est renseignée dès lors que le texte réglementaire mentionne une information telle que « tout sauf », « à l’exception de ».

* **Exemple :** pour l’indemnité 201420 - Indemnité pour jour(s) ARTT non pris - catégorie A et assimilés, la population générale ‘’Ouvrier de l’État ‘’est éligible.

Parmi cette population générale, la population particulière ODE ‘’Ouvrier de la Défense’’ est exclue du bénéfice de cette indemnité.

[](#_Glossaire)

# P

### Prime

Elle est destinée à encourager ou à récompenser :

* un travail (exemple : 200631 Prime de rendement),
* des conditions de travail (exemple : 201543 Prime encadrement éducatif de nuit),
* une qualification (exemple : 200200 Prime de qualification).

Une prime est une somme versée à un agent, mais distincte de son traitement habituel. Elle présente un caractère relativement exceptionnel, même si sa périodicité peut être annuelle voire mensuelle.

Elle vient en supplément du traitement habituel et a, en principe, pour objet de récompenser la performance de l’agent (prime au mérite, prime d'assiduité ou de ponctualité) ou pour compenser une difficulté particulière des fonctions qui lui sont dévolues (prime de risque ou prime de sujétions particulières). Elle peut aussi constituer simplement une [rémunération](https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9mun%C3%A9ration) exceptionnelle (prime de fin d’année).

Voir aussi la définition « indemnité ». À noter qu’avec le temps, ces 2 notions bien que distinctes, ont tendance à être utilisées indifféremment.

### Proratisation

[La](https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/la-1/) proratisation de la rémunération [correspond](https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/correspondre/) à l’impact des modalités de service sur celle-ci. Elle consiste à lui appliquer un taux correspondant à [un](https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/un/) [rapport](https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/rapport/) entre différents critères.

* Exemple :

L’agent (titulaires, stagiaires, contractuels de droit public ) travaillant à temps partiel [sera](https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/sera/) payé [selon](https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/selon/) le taux [correspondant](https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/correspondant/) à sa quotité de travail et [son](https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/son/) traitement [mensuel](https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/mensuel/), sauf dispositions particulières comme le temps partiel à 80% payé 6/7ème et à 90% payé 32/35ème.

Voir ‘’Proratisation en cas de Changement en cours de période’’.

[](#_Glossaire)

# P

### Proratisation en cas de Changement de situation en cours de période (CSCP) :

Oui : en cas de changement d’échelon, d’indice, de fonction, d’affectation… en cours de mois, le montant de l’indemnité sera calculé au prorata de chaque période.

* Exemples :

- traitement brut : l’agent [qui](https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/qui/) cesse ses fonctions [en](https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/au/) cours de [mois](https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/mois/) [sera](https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/sera/) payé sur la base de son salaire mensuel au prorata du nombre de jours travaillés selon la règle du trentième.

- indemnités à versement non mensuel (trimestriel ou semestriel) calculées au prorata de chaque période : 200451 Indemnité de sujétions d'exercice, 201955 Attribution d'officier police judiciaire.

Non : l’indemnité est versée sans proratisation pour tout mois commencé.

* Exemple : indemnités 200033 et 200039 Remboursement du trajet domicile - travail.

[](#_Glossaire)

# R

### Rétroactivité :

Acte, décision produisant un effet en paie antérieur à sa mise en application

* Oui : si l’indicateur est à ‘’Oui’’, il signifie que les droits (fait générateur) produisent un effet en paye antérieur à sa mise en application

Si une indemnité n’a pas été payée à la date d’effet, il est ainsi possible de verser sur la paye du mois courant, les sommes dues au titre des mois antérieurs, dans la limite des règles de prescription.

Il est de même possible de régulariser sur la paye du mois courant une indemnité payée à tort un ou plusieurs mois auparavant et ce dans les limites des règles de prescription.

* Non: les cas de non-rétroactivité concernent les retenues et les oppositions, pour lesquelles il n’y a pas de rattrapage ou de re-calcul sur les paies précédentes, par exemple les rachats d’années d’études (codes BJ 655140 Rachat années d'études - Pension civile 655141, 200136 Avantage en nature logement).

En effet, l’application PAY, via la chaîne de traitement des services non faits, ne prend pas en charge les retenues sur les indemnités dont la périodicité de paiement n’est pas mensuelle, même si ces indemnités sont bien éligibles à une retenue. Dans ce cas, il revient au gestionnaire de notifier le précompte par un mouvement de type 20 pour chaque indemnité concernée et en précisant la nature et la période de l’opération dans le libellé complémentaire (exemple : ‘’Trop perçu du 01/02/2020 au 31/03/2020’’).

[](#_Glossaire)

# S

### Segmentation

La segmentation [correspond](https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/correspondre/) à l’impact des changements de situation en cours de période (= mois de paie) : entrées/sorties, changement dans un critère d'éligibilité, changement de modalité de service ou de position en cours de mois.

Elle se traduit par le découpage du mois de paie concerné en périodes pour tenir compte des changements de situation et calculer la rémunération en conséquence.

Exemple pour un agent qui passe au 4ème échelon le 10/01/2020 et à temps partiel 50% le 20/01/2020 :

Le mois de paye est découpé (segmenté) en 3 périodes :

du 01/01/2020 au 09/01/2020 : rémunération au 3ème échelon pour 9 jours soit 9/30èmes,

du 10/01/2020 au 19/01/2020 : rémunération au 4ème échelon au prorata du nombre de jours soit 10/30èmes.

du 20/01/2020 au 31/01/2020 : rémunération au 4ème échelon et à temps partiel à 50% soit 11/30èmes à 50%.

Voir ‘’Proratisation en cas de Changement en cours de période’’.

### Stagiaire

Un fonctionnaire stagiaire est un agent qui a été nommé, après réussite à un concours ou une procédure de recrutement prévue par une disposition législative, dans un emploi permanent de l’État ou d’un établissement public dépendant de l’Etat. Il y exerce effectivement les fonctions afférentes et a vocation à être titularisé dans le grade correspondant.

Le stagiaire (code Population P0008) désigne l’agent nommé dans un corps avant sa titularisation et le fonctionnaire détaché dans un corps pour la durée du stage avant titularisation. Lorsqu’il était précédemment fonctionnaire, le fonctionnaire stagiaire est détaché de son corps ou cadre d’emplois d’origine. Un stagiaire (titulaire dans un autre corps) aura donc le statut de stagiaire dans sa carrière d’accueil où il sera dans une position de détachement.

Les stagiaires sont régis par le décret n°94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements public.

 Voir aussi la définition «Elève ».

[](#_Glossaire)

# V

### Versement anticipé

En cas de départ ou de cessation de fonction, certaines indemnités à versement non mensuel peuvent être payées avant la date de paiement prévue dans l’application PAY.

En effet, en cas de cessation de paiement à une date antérieure (exemple : 31 mai) à la date de paiement de l’indemnité (exemple : juin pour le versement trimestriel), un versement anticipé (sur la paye de mai au lieu de juin) des indemnités dues pour avril et mai est nécessaire.

* Exemples : 200462 Indemnité de suivi et d'orientation des élèves (part fixe) dont le versement est trimestriel pour le ministère de la Transition Ecologique (MTE), 200451 indemnité de sujétion.